

Rwanda-le FPR hostile à une intervention française

Bedford, Julian

Reuters, 18 juin 1994

KIGALI, 18 juin, Reuter - Les casques bleus ont évacué samedi environ 600 civils bloqués par les combats à Kigali alors que le Front patriotique du Rwanda (FPR) réitérait son opposition à une intervention militaire française annoncée imminente par le président François Mitterrand.

Selon l'Onu, les opérations d'évacuation devraient se poursuivre durant le week-end. "Nous maintenons nos projets visant à évacuer le plus grand nombre de gens possible", a déclaré le commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de l'Onu à Kigali.

Deux échanges de civils - Hutus contre Tutsis - ont eu lieu samedi entre forces gouvernementales et rebelles. Un troisième échange, prévu, a été ajourné à la suite de retards.

"Tout s'est bien passé, sans accroc", a estimé le numéro deux militaire de l'Onu au Rwanda, le général ghanéen Henry Anyidoho.

Pour témoigner de leur bonne volonté, les forces gouvernementales ont assuré la protection des convois de l'Onu et déployé de nombreux soldats et gendarmes aux abords des points d'évacuation.

Seul incident notoire : des inconnus, qui ont ouvert le feu à la mitrailleuse au moment d'une opération d'évacuation.

Des milliers de civils se sont réfugiés dans des hôtels, églises et autres bâtiments de Kigali depuis les massacres qui ont suivi l'attentat du 6 avril qui a coûté la vie au président rwandais Juvénal Habyarimana. On parle d'un demi-million de victimes dans cette ancienne colonie belge d'Afrique centrale.

Aux Nations unies, la France a demandé au Conseil de sécurité d'autoriser une opération militaire pour empêcher de nouveaux massacres avant l'arrivée de nouveaux casques bleus.

— "Une affaire d'heures ou de jours" —

Un projet de résolution en ce sens a été distribué vendredi soir aux membres du conseil. Il devrait être soumis la semaine prochaine à l'approbation du conseil.

L'ambassadeur de France aux Nations unies Jean-Bernard Mérimée a déclaré que la réaction des membres du Conseil de sécurité était généralement positive.

La résolution de la France demanderait l'autorisation de lancer une opération semblable à celle organisée pour la Somalie par les Etats-Unis fin 1992. Dans le

cas du Rwanda, il s'agirait d'une opération française, avalisée par l'Onu mais hors de son contrôle.

A Paris, le chef de l'Etat français a prédit samedi que cette intervention était imminente et que des pays africains avaient donné leur accord pour s'y associer.

Lors d'un discours à l'Unesco, il a assuré que c'était "désormais une affaire d'heures et de jour". "Deux ou trois pays africains ont répondu favorablement, j'attends encore une réponse ferme de pays européens", a-t-il dit.

"Quoi qu'il en soit, nous le ferons. Chaque heure compte", a expliqué le chef de l'Etat.

François Mitterrand a d'autre part effectué une mise au point sur le rôle joué par la France, accusée notamment de partialité par le FPR, dans la crise rwandaise.

"Depuis le déclenchement des hostilités", elle a "tout fait pour éviter la reprise des combats, elle a mené une action diplomatique intense en vue d'un accord politique", a-t-il affirmé.

A Bruxelles, les rebelles ont invité samedi la communauté internationale à ne pas s'associer à une opération française.

"Nous leur disons : soyez prudent, peut-être que vous avez des dettes à régler à la France mais trouvez d'autres moyens que le sang des Rwandais", lit-on dans un communiqué du FPR diffusé par l'agence de presse Belga et signé Jacques Bihozagara, membre de la représentation du front à Bruxelles.

Le FPR demande à la communauté internationale de ne pas se rendre "complice d'un projet auquel vous n'avez pas été associé".

Dans un appel aux Rwandais, le front déclare également : "Mobilisez-vous pour tenir en échec le plan de trahison française".

Le FPR, à dominante tutsie, accuse Paris d'avoir soutenu et armé les forces gouvernementales, à dominante hutue. /JLF

(c) Reuters Limited 1994